

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

N° S3IC :

**Arrêté de mise en demeure de la société ONYX ET MARBRES GRANULES (OMG), exploitant
une carrière souterraine de marbre blanc, située sur la commune de SAINT-BEAT,
au lieu-dit « Montagne de Rié »**

Dossier n° 754

N° 0 1 9

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 171-8 et suivants;

Vu l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 autorisant la société OMG sise à SAINT-BÉAT à exploiter une carrière souterraine et une carrière à ciel ouvert de marbre sur la commune de SAINT-BEAT ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 juillet 2014 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 5 décembre 2014 ;

Considérant que la société OMG exploite la carrière de SAINT-BEAT sans se conformer aux textes qui lui sont applicables ;

Considérant que les parcelles n° 952, 953, 954, 949 et 950 sont utilisées pour des activités liées à la carrière d'OMG ;

Considérant que ces parcelles sont hors du périmètre de l'autorisation du 5 juin 2003 ;

Considérant le non-respect des articles 2 et 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2003, relatifs au parcellaire et à l'information à donner au préfet lors d'un changement notable d'un élément du dossier ;

Considérant que ces dispositions ont été rappelées à l'exploitant lors de la visite d'inspection du 3 juillet 2014 et reprise dans le rapport du 24 juillet 2014 ;

Considérant qu'il y a lieu de remédier aux dangers et aux inconvénients que présentent cette carrière dans les conditions d'exploitation actuelles, pour l'environnement ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre l'exploitant en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ,

Arrête :

Art. 1er. - La société OMG est mise en demeure de respecter, **sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions contenues aux articles :

- 2 et 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 juin 2003, soit en déposant un dossier de régularisation pour les parcelles hors autorisation, n° 952, 953, 954, 949 et 950 au lieu dit « Montagne de Rié », soit en procédant à la remise en état, comme à l'origine, des zones affectées par les travaux.

Cette remise en état devra notamment comprendre la mise en sécurité des lieux.

Art. 2. - Si, à l'expiration du délai fixé à l'article précédent, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement (consignation de somme, travaux d'office, suspension de l'activité) indépendamment des poursuites pénales.

Art. 3. - Délai et voies de recours

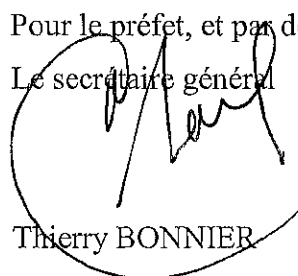
La société OMG dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, si elle le souhaite, au Tribunal administratif de Toulouse.

Art. 4. -

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, ainsi que le Maire de la commune de SAINT-BEAT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OMG à SAINT-BEAT.

Fait à Toulouse, le 26 JAN. 2015

Pour le préfet, et par délégation
Le secrétaire général



Thierry BONNIER